

50524768/5

8160

(1963)

Maintien en fonction comme administrateur
d'un fonctionnaire mis à la retraite - Pouvoirs du Ministre

Note du Contentieux Note 12.10.43

6. 12.43

Maintien en fonction comme administrateur d'un fonctionnaire mis
à la retraite - Pouvoirs du Ministre.

Renouvellement d'un abonnement de
 la cité a) qui a été adressé à l'adresse ci-dessus
 mentionnée

le Théri
 à classer séparément
 7

note

Trois questions nous sont posées :

I. Les dispositions de la loi du 10 octobre 1940, abrogeant et remplaçant les articles 7, 8 et 9 de la Convention du 31 août 1937, permettent-elles de renouveler le mandat d'un administrateur de la S.N.C.F., appartenant à la catégorie A, dans le cas où cet administrateur a été mis à la retraite en cours de mandat?

II. Si le mandat a été renouvelé, un recours serait-il possible contre l'arrêté ministériel, et par qui ce recours pourrait-il être exercé?

III. Si le renouvellement de mandat était reconnu illégal, quelles conséquences en résulteraient, en ce qui concerne la validité des délibérations du Conseil d'Administration de la S.N.C.F.?

I

L'article 1^{er} de la loi du 10 Octobre 1940 dispose que le Conseil d'Administration de la S. N. U. F. comprend six membres désignés parmi les fonctionnaires en activité de service, appartenant à des administrations déterminées.

Il est précisé plus loin que lorsqu'un administrateur des catégories indiquées quitte le service actif de l'Administration à laquelle il appartenait, il peut être mis fin à son mandat d'administrateur par arrêté.

Le texte est formel. La condition essentielle pour être nommé administrateur dans la catégorie visée est d'être fonctionnaire en activité de service. Et c'est à titre exceptionnel que la loi permet de terminer son mandat à l'administrateur, qui vient à quitter le service actif dans l'Administration au titre de laquelle il avait été nommé, sauf faculté pour le Ministre de mettre fin par arrêté à ce mandat.

Ce point a été particulièrement

2
mis en lumière dans l'exposé fait par
M. le Président du Conseil d'Administration
de la S.N.C.F. à l'Assemblée Générale des
actionnaires du 31 Octobre 1940.

Analysant la loi du 10 Octobre 1940,
M. le Président rappelle que sujet de
la condition d'activité de service des
administrateurs choisis dans les grands
corps de l'Etat : la loi a fait
une innovation, car dans le texte antérieur
le choix pouvait porter aussi bien sur
les fonctionnaires en retraite que sur les
fonctionnaires en activité. Les retraités sont
désormais écartés du Conseil d'Administration
de la S.N.C.F.

Et plus loin, M. le Président ajoute :
« Lorsque un Administrateur de la catégorie A
quitte le service actif, il peut être
mis fin à son mandat par arrêté du
Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances et
du Secrétaire d'Etat chargé des Transports.
Cette disposition apporte un certain
adoucissement à la règle qui interdisait
désormais de nommer membre du
Conseil d'Administration un fonctionnaire
retraité. Lorsqu'un fonctionnaire sera mis
à la retraite en cours de mandat, il
ne sera pas démis automatiquement de
son mandat d'Administrateur : il faudra

4

une décision expresse du Ministre.

Pourrait-on soutenir que cette condition d'activité de service n'est obligatoire que lors de la nomination originale, et qu'en cas de renouvellement, elle n'a pas à être retenue?

La loi dispose au sujet des renouvellements de mandat que les administrateurs sortants "peuvent être réinvestis".

Il est certain que l'expression est aussi générale que possible. Mais il ne faut cependant pas oublier qu'un réinvestissement ne constitue juridiquement qu'une seconde nomination, et on ne saurait pas dès lors que pour celle-ci les qualités exigées lors de la première nomination ne soient plus requises.

Le fait qu'on a notifié sur un point spécial le texte primitif de la Convention démontre toute l'importance que le législateur a attachée à ce que les administrateurs représentant l'Etat fussent en activité de service. Et il a fallu une disposition spéciale pour déroger à cette règle de principe en faveur des fonctionnaires, mis à la retraite en cours

de mandat, et encore avec cette restriction
que le Ministre peut toujours mettre un
terme à cette situation.

II

La légalité de l'acte
de réinvestissement peut être constatée
avant le Conseil d'Etat par toute
personne ayant intérêt à l'annulation
de l'acte, cet intérêt peut-il seulement
être moral.

Pourraient agir les fonctionnaires en
activité de service, appartenant au
groupe des Corps de l'Etat dont ressortissent
l'intérêt.

Pourraient également agir les autres
membres du Conseil d'Administration et les
actionnaires de la S.M.A.F.

Pourraient enfin agir dans certains cas
des tiers dont les conflits seraient venus
devant le Conseil, et qui chercheraient à
tirer parti de la composition irrégulière de
celui-ci pour se décharger de leurs
obligations.

Il n'existe actuellement pas
de délai pour exercer le recours, les
délais étant suspendus.

En période normale, le délai de
deux mois courtait du jour de la
publication de l'arrêté, ou, s'il n'y avait
pas publication, du jour où le demandeur
aurait eu connaissance de l'acte.

III

La question de la
validité des délibérations ne paraît
pas avoir été souvent soumise aux
Tribunaux.

Vous n'avez trouvé en la matière
qu'un arrêt de la Cour de Montpellier
du 17 Décembre 1910, dans une affaire
"Société de travaux rétroverts du Sud-Ouest."

Entre autres difficultés, la Cour avait
à examiner le point de savoir s'il y
avait lieu d'annuler les décisions du
Conseil d'Administration, prises avec la
participation d'un administrateur irrégulièrement
nommé, sans que son actionnaire de la Société.

La Cour a répondu par l'affirmative ;
M. Jean - dit la Cour - que Jeanpierre
a été appelé au conseil d'Administration de
la Société du Sud. Or, alors qu'il ne
possédait aucune action, et que sa
nomination doit être annulée avec toutes
les conséquences qu'elle comporte
Sur ce motif.

Annule les décisions du Conseil d'Administration
qui ont été prises avec la participation
de M. Jeanpierre - x

Cet arrêt a été approuvé par M. N.
Houpin et Desvieux dans leur Traité
des Sociétés (7^e édition, tome II, page 236)
et par M. le Professeur Gomboulier dans le
Journal des Sociétés (année 1932 page 271).
Gomboulier s'exprime ainsi :
« Les délibérations prises par un Conseil
d'Administration illégalement composé, ne
sauraient en principe être reconnues valables.
La jurisprudence, il est vrai, admet
aujourd'hui, en matière d'assemblées générales
d'actionnaires, que l'assemblée à laquelle ont
été admis des actionnaires qui, après les
statuts, devaient en être exclus, doit être
considérée comme ayant délibéré valablement,
si, abstraction faite des actions de ces actionnaires,
le quorum prescrit était atteint, et si, dans

tenir compte du vote de ces mêmes actionnaires
la majorité nécessaire se trouverait obtenue.

Est-il permis d'écarter ce
raisonnement si un Conseil d'Administration
qui est irrégulièrement composé, parce qu'il
comprend un ou plusieurs administrateurs non
actionnaires? La tentation d'user d'un
argument d'analogie est forte. A notre
avis, il ne faut pas céder à cette tentation.
Tout d'abord, il n'y a point d'analogie
entre la composition d'une assemblée
d'actionnaires, soumise à une simple
convention et la composition d'un Conseil
d'Administration soumise à la loi. D'autre
part, un administrateur exerce habituellement
sur les délibérations du Conseil dont il
fait partie, une influence beaucoup plus
décisive que celle d'un actionnaire sur les
délibérations de l'assemblée plus ou moins
nombreuse dont il est membre. Par
suite, il est bien difficile de présumer pour
un Conseil d'Administration - comme on
l'a fait pour une assemblée d'actionnaires -
que la personne qui a pris part influent
aux délibérations n'a point déterminé le des
sein du vote par son ascendant personnel.

Il faut reconnaître que le raisonnement
du Professeur Godefroy prend une force

9.

particulière lorsque l'administrateur
illégalement nommé exerce une haute
fonction dans le Conseil.

Il convient de rapprocher de l'arrêt de
Montpellier un arrêt de la Chambre
Civile de la Cour de Cassation du 26
février 1908, qui a prononcé la nullité
d'une société parce qu'un de ses premiers
administrateurs avait été illégalement
nommé, comme n'étant pas actionnaire
lors de la constitution de la société
et ne l'étant pas devenu depuis.
La nullité de la société a été
prononcée parce que la nomination de
l'administrateur ne satisfaisait aux formalités
constitutives.

On peut déduire de cette décision que
la Cour aurait tout au moins annulé
les délibérations du Conseil si il s'était
agi d'une nomination irrégulière, intervenue
au cours de l'existence de la société.

Sans doute aux termes de l'article 8
de la loi du 24 juillet 1867 complétée par
le décret-loi du 30 octobre 1935 d'action
en nullité des sociétés ou de ses actes et
délibérations postérieurs à leur constitution
est-elle éteinte lorsque la cause de la

n'ait cessé d'exister avant l'introduction
 de la demande et en tous cas au jour où
 le Tribunal statue sur le fond en première
 instance, mais il n'en resterait pas moins
 que lorsque l'administrateur irrégulièrement
 nommé aurait été remplacé régulièrement,
 le Conseil devrait ratifier les délibérations
 prises par le Conseil irrégulièrement
 composé.

Telle sont les solutions en droit.
 Pratiquement étant donné la situation particulière
 de la S.N.C.F., il apparaît peu probable
 qu'un arrêté de réinvestissement intervenu
 dans le cas envisagé vienne à faire
 l'objet d'un recours en annulation et
 que la validité des délibérations du
 Conseil puisse ainsi se trouver mise
 en cause.

6 Décembre 1943.

J. Bereng

M: Closure

Le texte qui vous est donné est bien conforme
à celui du J.O.

Comme vous l'indiquez, l'emploi du
terme prison- "quinte" comme nouveau la
1^{re} solution - Envisager dans quel délai,
à partir de la date de mise à la retraite, doit
intervenir la décision mettra fin éventuellement
au mandat? Rien, dans le texte, ne permet
de le préciser

M
d
n

12/10
8

Société Nationale
des Chemins de Fer Français
Cabinet du Président

la Thénelle
—
que pensez-vous ? vous le faites de la main
Torini officiel



Loi du 10 Octobre 1940 modifiant
les articles 7 à 9 de la Conven-
tions du 31 Août 1937.

Mandat d'Administrateur

Aux termes de la loi du 10 Octobre 1940, "lorsqu'un Administrateur de la catégorie a quitte le service actif dans l'Administration à laquelle il appartenait lors de sa nomination comme Administrateur, il peut être mis fin à son mandat d'Administrateur par arrêté du Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances et du Secrétaire d'Etat chargé des Transports".

Cette disposition, qui vise le cas de mise à la retraite d'un membre du Conseil d'Administration, permet qu'un fonctionnaire en retraite soit maintenu dans le Conseil, bien que seul puisse être nommé à un tel poste un fonctionnaire en activité de service.

Mais elle autorise également le Ministre à mettre fin au mandat. La question à cet égard se pose de savoir à quel moment le Ministre peut user de ce pouvoir :

- au seul moment où le fonctionnaire est mis à la retraite;
- ou à tout moment à partir de la date à laquelle est intervenue cette mise à la retraite.

Il semble que, étant donnée la rédaction du texte, ce soit la première solution qui s'impose.

/

Loi du 10 Octobre 1940 modifiant
les articles 7 à 9 de la Conven-
tions du 31 Août 1937.

Mandat d'Administrateur

Aux termes de la loi du 10 Octobre 1940, "Lorsqu'un Administrateur de la catégorie a quitte le service actif dans l'Administration à laquelle il appartenait lors de sa nomination comme Administrateur, il peut être mis fin à son mandat d'Administrateur par arrêté du Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances et du Secrétaire d'Etat chargé des Transports".

Cette disposition, qui vise le cas de mise à la retraite d'un membre du Conseil d'Administration, permet qu'un fonctionnaire en retraite soit maintenu dans le Conseil, bien que seul puisse être nommé à un tel poste un fonctionnaire en activité de service.

Mais elle autorise également le Ministre à mettre fin au mandat. La question à cet égard se pose de savoir à quel moment le Ministre peut user de ce pouvoir :

- au seul moment où le fonctionnaire est mis à la retraite;
- ou à tout moment à partir de la date à laquelle est intervenue cette mise à la retraite.

Il semble que, étant donnée la rédaction du texte, ce soit la première solution qui s'impose.

Loi du 10 Octobre 1940 modifiant
les articles 7 à 9 de la Conven-
tions du 31 Août 1937.

Mandat d'Administrateur

Aux termes de la loi du 10 Octobre 1940, "Lorsqu'un Administrateur de la catégorie a quitte le service actif dans l'Administration à laquelle il appartenait lors de sa nomination comme Administrateur, il peut être mis fin à son mandat d'Administrateur par arrêté du Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances et du Secrétaire d'Etat chargé des Transports".

Cette disposition, qui vise le cas de mise à la retraite d'un membre du Conseil d'Administration, permet qu'un fonctionnaire en retraite soit maintenu dans le Conseil, bien que seul puisse être nommé à un tel poste un fonctionnaire en activité de service.

Mais elle autorise également le Ministre à mettre fin au mandat. La question à cet égard se pose de savoir à quel moment le Ministre peut user de ce pouvoir :

- au seul moment où le fonctionnaire est mis à la retraite;
- ou à tout moment à partir de la date à laquelle est intervenue cette mise à la retraite.

Il semble que, étant donnée la rédaction du texte, ce soit la première solution qui s'impose.

Loi du 10 Octobre 1940 modifiant
les articles 7 à 9 de la Conven-
tions du 31 Août 1937.

Mandat d'Administrateur

Aux termes de la loi du 10 Octobre 1940, "Lorsqu'un Administrateur de la catégorie A quitte le service actif dans l'Administration à laquelle il appartenait lors de sa nomination comme Administrateur, il peut être mis fin à son mandat d'Administrateur par arrêté du Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances et du Secrétaire d'Etat chargé des Transports".

Cette disposition, qui vise le cas de mise à la retraite d'un membre du Conseil d'Administration, permet qu'un fonctionnaire en retraite soit maintenu dans le Conseil, bien que seul puisse être nommé à un tel poste un fonctionnaire en activité de service.

Mais elle autorise également le Ministre à mettre fin au mandat. La question à cet égard se pose de savoir à quel moment le Ministre peut user de ce pouvoir :

- au seul moment où le fonctionnaire est mis à la retraite;
- ou à tout moment à partir de la date à laquelle est intervenue cette mise à la retraite.

Il semble que, étant donnée la rédaction du texte, ce soit la première solution qui s'impose.